



DÉVELOPPEMENT et CIVILISATIONS

Lebret - Irfed

49, rue de la Glacière - 75013 PARIS, France
Tél. : 33 (0)1 47 07 10 07 - Fax : 33 (0)1 47 07 68 66
courriel : contact@lebret-irfed.org site : www.lebret-irfed.org

infos

Supplément de Foi et développement - Février 2006

Rencontre internationale de Prague Un premier pas vers la constitution d'une société civile européenne

Le séminaire initié conjointement par le Centre international Lebret-Irfed et l'organisation tchèque Ekumenicka Akademie Praha, du 27 au 29 octobre 2005 à Prague (Tchéquie), a permis de franchir une étape importante dans la construction d'une société civile organisée en Europe.

Le rejet de la Constitution européenne au printemps 2005 par la France et les Pays-Bas et l'incertitude des consultations à venir dans les autres pays proviennent pour une large part de la faiblesse de participation de la société civile du continent aux débats et aux décisions prises par les institutions de l'Union.

Il est vain d'espérer une avancée significative tant que les citoyens européens resteront en dehors de cette construction qui les concerne au plus haut point. Qui oserait en effet prétendre qu'on puisse construire une Union réellement démocratique sans mobilisation des citoyens dans tous les secteurs de la vie en société, qu'ils soient économiques, politiques, sociaux ou culturels ?

Cependant, il faut aussi tenir compte du fait qu'une des difficultés à construire une société civile européenne organisée réside dans l'histoire de l'Europe et de sa séparation en deux blocs, séparation qui l'a durablement marquée au cours des longues années de la Guerre froide (voir article ci-joint de Lidmila Němcová). Les populations anciennement de l'est et de l'ouest de l'Europe se méconnaissent encore largement et manifestent des peurs les unes à l'égard des autres, allant même jusqu'à se voir réciproquement comme une menace par rapport à l'émigration et à l'emploi, entre autres.

A cela s'ajoute une autre difficulté, celle d'ancrer le débat européen dans les problématiques locales auxquelles sont confrontés les acteurs de terrain des différents pays du continent. De fait, les citoyens européens éprouvent des difficultés à percevoir au quotidien l'utilité de la construction

d'une société civile européenne capable d'être un interlocuteur pertinent des institutions et pouvoirs publics concernés. Leur demande de proximité, de transparence et de participation trouve difficilement les canaux adéquats et efficaces pour s'exprimer. Cela ne peut que générer des frustrations et du découragement de la part des citoyens.

Autant de raisons qui ont poussé le Centre international Lebret-Irfed et Ekumenicka Akademie Praha à organiser un séminaire sur le thème des *Rapports entre société civile européenne et pouvoirs publics* en Europe. Treize pays ont participé aux débats, quatre n'avaient pu répondre à l'invitation. Des représentants d'autres continents (Amérique Latine, Moyen Orient, Asie, Afrique) ont apporté leur expérience et permis d'enrichir l'échange.

De multiples questions ont surgi au cours du séminaire à propos desquelles il a été décidé de poursuivre la réflexion : participation des citoyens à la démocratie participative, éthique de l'action et importance des valeurs dans la vie politique et sociale, travail en réseaux et transnationalité, recherche de synergies entre acteurs différents de la société civile, nécessaire dialogue entre civilisations et religions différentes...

Malgré les appréhensions du départ, le défi que représentait ce séminaire a été relevé avec succès comme l'ont souligné nombre de participants. « Ce fut un séminaire très positif, il ne faut pas laisser s'échapper les idées apparues ici », s'est réjoui Peter Marianek, de l'association slovaque Hnutie Human. Giorgio Casula de la CGTP portugaise, partage la même opinion : « J'ai découvert un réseau qui ne demande qu'à s'élargir. J'en retire de nom-

breux appels en direction de mes champs d'action : développement local et syndicat ».

Les représentants des autres continents ont également apprécié l'opportunité que leur a offerte ce séminaire. « *L'ouverture vers l'Europe de l'Est représente pour moi quelque chose de très important, a souligné Jorge Balbis invité de l'Amérique latine. J'ai découvert que les problématiques des deux continents sont similaires* ». Même réaction de la part de Samy Lorthousamy de l'Inde : « *Ce séminaire m'a permis de découvrir cette partie de l'Europe qui m'était inconnue. La rencontre a été très positive, il faut continuer en ce sens* ».

Les participants ont décidé unanimement de se donner des objectifs concrets pour poursuivre la réflexion et de renforcer l'action de la société civile aux niveaux local, national, régional et international. Il a été décidé en outre d'organiser prochainement un autre séminaire en Europe orientale sur le sujet crucial du dialogue des civilisations. Enfin il a été proposé de participer au Forum euro-latino-américain et caribéen de la société civile à Vienne (Autriche) en mai 2006 (voir ci-contre) et au Forum des peuples d'Asie et d'Europe à Helsinki (Finlande) en septembre 2006. Autant d'initiatives qui devraient favoriser le développement des réseaux de la société civile internationale.

François Bellec

Un réseau qui s'élargit

L'association tchèque, Ekumenická Akademie Praha, a manifesté son intérêt d'être partie prenante du 3^e Forum euro-latino-américain-caribéen. Ce sera l'une des premières associations d'Europe de l'Est à contribuer au dialogue société civile - pouvoirs publics dans le cadre des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine-Caraïbes.

Un espace de concertation

Parallèlement au 4^{ème} Sommet Europe-Amérique Latine-Caraïbes, qui réunira en mai 2006 à Vienne les chefs d'Etat et de gouvernement des deux continents, se tiendra également à Vienne, les 30 mars et 1^{er} avril 2006, le 3^{ème} Forum de la société civile de ces mêmes régions. Jorge Balbis, secrétaire exécutif d'ALOP (association d'ONG latino-américaines) et vice-président de Développement et Civilisations Lebrét-Irfed, expose ici les enjeux de ce Forum.

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements sera consacré à la suite de la construction du *Partenariat stratégique bi-régional*. Celui-ci prévoit : un dialogue politique pour faire valoir, dans les instances multilatérales, les points de convergence d'intérêts des partenaires ; des relations économiques et financières en vue de créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et l'Amérique Latine - Caraïbes ; une coopération au niveau de l'intégration régionale, de l'éducation, des sciences et des technologies et enfin des actions dans le domaine culturel et social.

Jusqu'à présent, les résultats de ce partenariat sont bien en dessous des ambitions affichées. La région Amérique Latine - Caraïbes est peu prioritaire pour les politiques extérieures et stratégiques de l'Europe. Celle-ci limite son rôle à celui de contrepoids face à la prééminence régionale des États-Unis et ne s'aventure guère en dehors de la défense des droits de l'homme et de la promotion d'expériences de paix.

D'autre part, cette région représente un marché relativement réduit pour les exportations de l'Union européenne, d'autant que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) conditionne fortement l'établissement d'accords bilatéraux. En revanche, certains secteurs européens ont massivement investi dans la privatisation de services publics latino-américains. Or, ce processus est remis en cause par les changements politiques survenus récemment en Amérique Latine. Ces rencontres sont donc souvent perçues comme des rites diplomatiques sans grandes retombées effectives, d'autant plus que l'Union européenne affecte des ressources limitées à la concrétisation des déclarations finales.

Cependant, lors de ces sommets, des décisions sont annoncées qui, une fois qu'elles sont mises en pratique, ont de lourdes répercussions sur les populations. Par exemple, lors du prochain sommet débiteront les négociations en vue d'accords de libre-échange entre l'Union européenne, l'Amérique centrale et la Communauté andine. Les risques d'impacts négatifs, au niveau économique, social et environnemental renforcent la nécessité de prendre des mesures de prévention et de compensation pour rééquilibrer des relations de « libre-échange » entre partenaires si peu égaux.

C'est pourquoi la participation structurée et systématique de la société civile doit être une composante essentielle pour des relations plus équitables entre l'Union européenne et l'Amérique Latine et les Caraïbes. A cet effet, des organisations et réseaux citoyens des deux régions ont convoqué le 3^{ème} Forum euro-latino-américain-caribéen de la société civile, les 30 mars et 1^{er} avril 2006, à Vienne, Autriche.

C'est un espace de concertation entre représentants d'organisations de la société civile en vue d'élaborer des analyses, en particulier sur les avancées de la construction du *Partenariat stratégique bi-régional* et de formuler des recommandations sur les thèmes à l'ordre du jour du sommet intergouvernemental : une coopération qui promeuve la cohésion économique, la lutte contre la pauvreté, l'équité et la justice sociale en Amérique Latine - Caraïbes, la participation effective de la société civile dans les relations avec l'Union européenne et une plus grande justice et une meilleure solidarité dans les relations commerciales entre les deux régions.

Jorge Balbis